

Wendy DEVILLIERS

EA 7392 laboratoire AGORA

CY Cergy Paris Université

F-95011

devilliers.wendy@gmail.com

Ada Colau et la crise catalane : déconstruction ou reconstruction de l'unité territoriale, populaire et politique de Barcelone ?

Résumé. — Le 1^{er} octobre 2017, un référendum d'autodétermination est organisé par les leaders des partis indépendantistes catalans. Jugé illégal et anticonstitutionnel par les institutions centrales, ce dernier fait l'objet de vives réactions dans l'opinion publique et dans la classe politique. Depuis de nombreuses années, Barcelone est le théâtre de la division populaire opposant des positions divergentes sur le sort de la Catalogne : indépendantistes, « constitutionalistes » ou encore « indécis ». Cet événement de 2017 ainsi que ses conséquences n'ont donc fait qu'en raviver les crispations. La maire de Barcelone, Ada Colau, a tenté d'apaiser les tensions entre ses administrés par différentes interventions médiatiques, mais son positionnement a suscité de vives critiques au sein de la population et de la classe politique. De plus, les enjeux des élections municipales du 26 mai 2019 n'ont fait qu'alimenter les tensions entre les différents partis politiques présents en Catalogne. Barcelone étant la deuxième ville la plus peuplée d'Espagne et l'un des piliers de l'économie nationale, elle est d'une importance capitale dans le dénouement de la crise qui oppose la Catalogne au Gouvernement central. La réélection d'Ada Colau s'étant jouée sur un fil *via* une coalition vivement critiquée par les indépendantistes, il reste encore un long chemin à faire pour l'obtention d'un consensus entre l'État et son territoire. Notre article propose d'analyser le positionnement d'Ada Colau au cœur de la crise catalane et les conséquences des interventions et choix politiques de la maire de Barcelone sur son image et ses possibilités de briguer un second mandat lors des élections municipales de 2019.

Mots clés. — État, territoire, Espagne, Catalogne, Barcelone, peuple, indépendantisme, Ada Colau, maire, élections municipales, médias, politique, études contemporaines, Wendy Devilliers, *Les Cahiers d'AGORA*.

Ada Colau and the Catalan Crisis: destruction or reconstruction of Barcelona's territorial, popular and political unity?

Abstract. — On October 1st 2017, leaders of parties supporting the Catalan Independence Movement held a referendum on self-determination for the independence of Catalonia. Central institutions deemed this decision illegal and unconstitutional, and it was met with strong reactions from both the public and the political establishment. For years, Barcelona has been the scene of groups with conflicting opinions regarding the future of Catalonia: independentists, constitutionalists and the “undecided”. The events of October 2017 only worsened the strain. The efforts of Barcelona's Mayor Ada Colau, who tried to appease the situation through several public appearances, were met with heavy criticism. The local elections of May 26th, 2019 increased the tension between the political parties competing in Catalonia. As the second most-populous city in Spain and one of the country's major economic pillars, Barcelona plays an important role in the political tensions between Catalonia and the central government. With the reelection of Ada Colau thanks to a coalition largely opposed by independentists, the State and its territory are far from reaching a consensus. This paper discusses Ada Colau's position during the Catalan crisis and assesses the degree to which the intervention and political actions of the Mayor of Barcelona affected her public image and the chances of her reelection in 2019.

Keywords. — State, territory, Spain, Catalonia, Barcelona, people, independentism, Ada Colau, mayor, local election, media, politics, contemporary studies, Wendy Devilliers, *Les Cahiers d'AGORA*.

Ada Colau y la crisis catalana: ¿destrucción o reconstrucción de la unidad territorial, popular y política de Barcelona?

Resumen. — El 1 de octubre de 2017 los líderes de los partidos independentistas catalanes organizaron un referéndum de autodeterminación. Considerado ilegal y anticonstitucional por las instituciones centrales, suscitó reacciones vivas tanto en la opinión pública como en la clase política. Desde hace varios años, Barcelona es el escenario de la ruptura popular oponiendo los varios puntos de vista respecto al destino de Cataluña: independentistas, constitucionalistas, o «indecisos». El acontecimiento de octubre y sus consecuencias hicieron que se reanimaran las tensiones. La alcaldesa de Barcelona, Ada Colau, intentó calmar las tensiones entre los ciudadanos con varias intervenciones mediáticas, pero su posición suscitó numerosas críticas por parte de la población y de la clase política. Además, las campañas de las elecciones municipales del 26M reanimaron las tensiones entre los varios partidos políticos presentes en Cataluña. Siendo Barcelona la segunda ciudad más poblada de España y uno de los pilares de su economía nacional, desempeña un papel decisivo en el desenlace de la crisis política oponiendo Cataluña al Gobierno central. Como Ada Colau ha sido reelegida gracias a una coalición muy criticada por los independentistas, queda mucho camino por hacer para llegar a la obtención de cualquier consenso entre el Estado y su territorio. Este artículo propone analizar el posicionamiento de Ada Colau en la crisis catalana y las consecuencias de las intervenciones y acciones políticas de la alcaldesa de Barcelona en su imagen y durante las elecciones municipales del 26M.

Palabras claves. — Estado, territorio, España, Cataluña, Barcelona, pueblo, independentismo, Ada Colau, alcaldía, elecciones municipales, medios de comunicación, política, estudios contemporáneos, Wendy Devilliers, *Les Cahiers d'AGORA*.

Depuis 2017, l'actualité de la Catalogne fait l'objet d'un vif intérêt de la part des médias espagnols et internationaux. Cette région d'Espagne, l'une des plus importantes économiquement et non moins délicate politiquement « représente 6% du territoire espagnol, 16% de ses habitants, 20% de son PIB, un touriste sur quatre, 50% de ses victoires en ligue des champions, 56% de ses investissements dans les start-ups¹ » ... et presque 100% des préoccupations politiques et territoriales du gouvernement central ! En tant que capitale de la Catalogne et deuxième ville la plus peuplée d'Espagne, Barcelone attire tous les regards. En effet, elle est décisive dans le conflit entre l'État espagnol et la *Comunitat*. Historiquement, la ville n'a jamais été dirigée par un maire indépendantiste depuis la fin de la dictature franquiste et a toujours été orientée centre-gauche².

La maire actuelle de Barcelone, Ada Colau, est issue de la société civile, engagée pour la défense des droits des femmes, de la communauté LGBTI et fortement opposée aux politiques d'austérité. Elle s'est fait connaître notamment par ses actions au sein du collectif de la *Plataforma de Afectados por la Hipoteca* (dont elle est la co-fondatrice) et par son militantisme au sein du parti politique Podemos, créé en 2014. Éluë en 2015 à la tête de la municipalité de Barcelone en tant que candidate de la coalition de l'Initiative pour la Catalogne Vert (ICV) avec Podemos, réorganisée et baptisée plus tard *Barcelona en Comú*, Ada Colau a souhaité se démarquer de ses prédécesseurs en apportant au programme politique de la ville des projets d'amélioration, notamment en matière de logement et de justice sociale. Au cours de son mandat, elle a été témoin des crispations entre les indépendantistes et le gouvernement de Mariano Rajoy et a, par la suite, été amenée à intervenir suite au référendum organisé par les partisans de l'indépendance, contre la volonté du gouvernement de la Moncloa. Dans ce contexte particulièrement tendu entre pouvoir central et pouvoir régional autonomiste, nous allons analyser la place occupée par Ada Colau et la mesure dans laquelle ses interventions et ses choix politiques ont eu un impact sur son image et ses possibilités de briguer un second mandat.

¹ MONGIN Olivier, « La Catalogne et l'Espagne : drame historique et malentendu politique », in *Esprit*, n° 12, Paris, 7 décembre 2017, p. 105-113.

² SUÑÉ Ramón, « La conquista del centro político decidirá el alcalde de Barcelona », *La Vanguardia*, 2 janvier, 2019.
<https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20190102/453884802901/elecciones-municipales-barcelona-candidatos-tablero-centro-politico-alcaldia.html>.

Nous verrons dans un premier temps qu'elle n'a pas hésité à être l'ambassadrice des Barcelonais auprès des institutions nationales, et cela même au point culminant de la crise catalane (lors des événements d'octobre 2017), puis nous essaierons de comprendre comment Ada Colau a dû adapter son positionnement politique en fonction de son statut de maire de la « capitale » catalane et de son appartenance politique. Enfin, nous étudierons les obstacles auxquels elle a été confrontée lors de la campagne des élections municipales de mai 2019 et les circonstances de sa réélection³.

Nous appuierons notre étude sur un corpus composé d'une série d'articles de presse⁴, extraits principalement des quotidiens espagnols, et de deux interventions télévisées de la maire de Barcelone, l'une en catalan, l'autre en espagnol. Ces dernières nous permettront d'analyser les éléments de discours ainsi que le positionnement de celle-ci depuis le début de la crise catalane. La première interview est extraite de l'émission *Tot es mou* (programme de la chaîne catalane TV3) du 29 mai 2018 ; peu de temps avant la motion de censure contre le gouvernement de Mariano Rajoy, portée par le premier secrétaire du PSOE, Pedro Sánchez, et soutenue par Podemos ainsi que par les partis indépendantistes catalans et le Partido Nacionalista Vasco. Ce jour-là, Ada Colau est interviewée après avoir rendu visite à deux des indépendantistes emprisonnés : Carme Forcadell et Dolors Bassa. Dans la deuxième apparition télévisuelle choisie ici, elle est cette fois sur le plateau de l'émission matinale de la 1, *Los desayunos de TVE*, le 12 septembre 2018, lendemain de la traditionnelle *Diada* (fête nationale de la Catalogne), célébrée chaque 11 septembre et marquée par des manifestations pro-indépendance.

La maire : porte-parole des Barcelonais auprès des institutions

Une ville meurtrie par des mesures choc

Le 1^{er} octobre 2017, les leaders des partis indépendantistes organisent un référendum d'autodétermination, contre l'avis du gouvernement central qui y est fortement opposé car

³ Pour le moment, les études menées sur le sujet retracent le cours des événements survenus entre 2017 et 2018, en analysant leur ancrage dans le contexte de la crise économique et des revendications identitaires des années précédentes. Il convient de préciser qu'étant donnée la nature récente et mouvante de cet objet d'étude, nous sommes parfaitement conscients qu'il est encore trop tôt pour élaborer un véritable bilan théorique de la question.

⁴ Voir les références en fin d'article.

cela risque de mettre en péril l'unité de la nation⁵. Face à la détermination des Catalans, Mariano Rajoy décide d'envoyer la Police Nationale et la *Guardia Civil* pour confisquer les urnes et empêcher le vote. Après les résultats, avec une majorité de « oui » à l'indépendance⁶, le président du *Parlament*, Carles Puigdemont, proclame l'indépendance unilatérale de la Catalogne. En réaction, le roi Felipe VI prononce un discours très critique, accusant les leaders indépendantistes de mettre en danger la Nation :

« Ils sont allés systématiquement à l'encontre des textes approuvés de manière légale et légitime avec leurs décisions, faisant preuve d'une déloyauté inadmissible envers les pouvoirs de l'État. [...] Ces autorités ont méprisé les liens et les sentiments de solidarité qui ont uni et uniront l'ensemble des espagnols ; et par leur conduite irresponsable ils peuvent même mettre en danger la stabilité économique et sociale de la Catalogne et de toute l'Espagne⁷. »

Peu de temps après, le Gouvernement central ordonne l'arrestation des responsables indépendantistes et place la Catalogne sous tutelle, en mettant en application l'article 155 de la Constitution espagnole. Ce texte prévoit qu'au cas où les autorités d'une Autonomie seraient dans l'incapacité de gouverner leur territoire en « bonne et due forme », c'est au gouvernement de la Moncloa de gérer politiquement et économiquement la région⁸.

À la suite de l'arrestation ou de la fuite à l'étranger de plusieurs leaders indépendantistes, Ada Colau s'est indignée de la violence avec laquelle le pouvoir central avait mis fin à leur projet politique. La paralysie des institutions locales n'était pas, selon elle, la réponse appropriée à leurs revendications. En effet, le gouvernement de Mariano Rajoy est passé soudainement de l'inaction à la répression, alors qu'entamer une phase de dialogue

⁵ Ce principe ainsi que le droit à l'autonomie sont régis par l'article 2 de la Constitution espagnole de 1978 : « La Constitución se fundamenta en la indisoluble unidad de la Nación española, y reconoce y garantiza el derecho a la autonomía de las nacionalidades y regiones que la integran y la solidaridad entre todas ellas ».

⁶ D'après le document officiel de la Generalitat publié le 06/10/2017, 90,18% des votants sont favorables à l'indépendance de la Catalogne. Ce chiffre est toutefois à nuancer car seulement 43,03% des Catalans ont voté lors de ce scrutin. Pour avoir accès à ce document : https://estaticos.elperiodico.com/recursos/pdf/4/3/1507302086634.pdf?_ga=2.125368840.349702323.1565955113-508035217.1565375714

⁷ Pour lire l'intégralité du discours du roi Felipe VI : http://www.casareal.es/ES/Actividades/Paginas/actividades_detalle.aspx?data=5716

Citation originale : « Con sus decisiones han vulnerado de manera sistemática las normas aprobadas legal y legítimamente, demostrando una deslealtad inadmisibile hacia los poderes del Estado. [...] Esas autoridades han menospreciado los afectos y los sentimientos de solidaridad que han unido y unirán al conjunto de los españoles; y con su conducta irresponsable incluso pueden poner en riesgo la estabilidad económica y social de Cataluña y de toda España. »

⁸ Voir le texte de la Constitution en ligne : <http://www.congreso.es/consti/constitucion/indice/titulos/articulos.jsp?ini=137&fin=158&tipo=2>

constructif aurait pu déboucher sur un consensus, ou du moins sur une situation sociopolitique plus apaisée⁹.

Dans son interview du 29 mai 2018 pour la chaîne TV3, la maire de Barcelone condamne l'autoritarisme du gouvernement de Mariano Rajoy, encore plusieurs mois après la mise en application de l'article 155 de la Constitution. Elle qualifie l'incarcération des indépendantistes de « cruelle » et d'« inutile ». Elle montre dans son discours que le gouvernement central n'a eu d'autre argument que le recours à la force. De plus, elle accuse le gouvernement de Rajoy d'invoquer systématiquement les instances judiciaires pour diminuer les forces indépendantistes. Selon elle, la voie pénale adoptée par le juge chargé de cette affaire, Pablo Llarena, est « très dure et n'est pas partagée par la majorité de la population catalane¹⁰. » Ces mots forts servent non seulement à convaincre les citoyens et la classe politique du caractère inapproprié des sanctions, mais aussi à légitimer le vote d'une motion de censure par le PSOE et ses alliés, en présentant le gouvernement de Mariano Rajoy comme répressif et, de fait, inapte à diriger un État démocratique. Le renversement du gouvernement serait enfin, selon elle, une « opportunité » pour essayer d'améliorer la situation en Catalogne. En effet, elle déplore que « les différents événements [aient] affecté la cohésion des Catalans, des Barcelonais et [aient] eu impact sur l'image de la ville¹¹. »

Lors du référendum du 1^{er} octobre 2017, les images violentes diffusées par les médias montrant des policiers en train d'arracher les urnes des mains de citoyens ou d'empêcher des habitants de voter n'ont effectivement pas fait bonne impression auprès de la communauté internationale. Dans son interview du 12 septembre 2018 sur TVE, Ada Colau est d'ailleurs plus virulente et plus catégorique au sujet de la répression policière organisée par l'ex-gouvernement central et déclare que « cela ne peut rester impuni et [...] [qu']il doit y avoir une enquête¹². »

⁹ HOARAU Christian, « Catalogne : sortir du labyrinthe », in BADIE Bertrand et VIDAL Dominique (dir.), *Le retour des populismes. L'état du monde en 2019*, Paris, La Découverte, 2018, p. 227-233.

¹⁰ TV3, *Ada Colau reclama diàleg, calma i solucions polítiques*, 29/05/2018, vidéo consultée le 30 janvier 2019, <https://www.ccma.cat/tv3/alacarta/tot-es-mou/ada-colau-reclama-dileg-calma-i-solucionspolitiques/video/5768724/>.

¹¹ *Ibid.*

¹² La 1, *Los desayunos de TVE - Xavier García Albiol, Pte. del PP de Cataluña, y Ada Colau, Alcaldesa de Barcelona* - RTVE.es, 12 septembre 2018, <http://www.rtve.es/alacarta/videos/los-desayunos-de-tve/desayunos-tve-xavier-garcia-albiol-pte-del-pp-cataluna-ada-colau-alcaldesa-barcelona/4733525/>. Citation originale: “no puede quedar impune y [...] tiene que ser investigada.”

Dans cette même émission, elle précise qu'elle n'est pas non plus en accord avec tous les agissements des indépendantistes et du gouvernement de Quim Torra, actuel président de la *Generalitat catalana*, étant donné que le referendum du 1-O n'a pas été organisé dans le respect des institutions.

Les relations entre pouvoir central et pouvoir local ont eu un impact sans précédent sur la cohésion sociale du peuple catalan. Les habitants de Barcelone ont été les premiers spectateurs des actes politiques des deux gouvernements et également leurs premières victimes. Dans ce contexte, un autre acteur dans la gestion de la crise est intervenu, non sans provoquer la colère d'une partie des Catalans.

La remise en question publique de la monarchie

Comme nous l'avons évoqué, le roi Felipe VI prononce, le 3 octobre 2017, un discours en faveur de l'unité nationale et contre la pression imposée au peuple espagnol par les leaders indépendantistes¹³. En dehors des discours traditionnels et des apparitions publiques lors d'événements officiels, les interventions télévisées du roi sont rares. Elles ont souvent pour objectif de rappeler le rôle du pouvoir royal vis-à-vis de l'ensemble des Espagnols et de défendre la légitimité de la Constitution et de la démocratie en cas de crise politique. Par sa solennité, l'allocution de Felipe VI en ce temps de crise catalane n'est pas sans rappeler celle que son père, le roi Juan Carlos I, avait prononcée lors de la tentative de coup d'État du colonel Tejero le 23 février 1981, en pleine Transition démocratique. En tant que chef des armées et garant de l'unité de la Nation et de la Constitution, le monarque, en uniforme, avait alors rappelé que :

« La Couronne, symbole de pérennité et d'unité de la Patrie, ne peut tolérer d'aucune façon des actions ou des attitudes de personnes qui prétendent interrompre par la force le processus démocratique déterminé par la Constitution votée par le peuple lors d'un référendum¹⁴. »

Si le discours de Juan Carlos I est parvenu à mettre fin aux événements du 23F, celui de son fils, prononcé à la suite du référendum illégal organisé par le camp indépendantiste, de la

¹³ MEDIR Lluís, « Espagne et Catalogne, l'impasse ? », *Pouvoirs* N° 166, Paris, Éditions Seuil, 5 octobre 2018, p. 147-65.

¹⁴ Citation originale : «La Corona, símbolo de la permanencia y unidad de la Patria, no puede tolerar en forma alguna acciones o actitudes de personas que pretendan interrumpir por la fuerza el proceso democrático que la Constitución votada por el pueblo español determinó en su día a través de referéndum.»

Déclaration Unilatérale d'Indépendance prononcée le 1^{er} octobre par la coalition séparatiste menée par Carles Puigdemont et de l'activation de l'article 155, n'a fait que renforcer l'hostilité d'une partie des Catalans à l'égard de la monarchie.

Lors du dîner d'ouverture du *Mobile World Congress* de Barcelone, le 26 février 2018, Ada Colau s'est d'ailleurs entretenue avec Felipe VI, en évoquant avec lui la façon dont son discours du 3 octobre 2017 avait été perçu par une partie des Barcelonais :

« Je lui ai dit que le discours du 3 octobre a été reçu comme une agression et une preuve de manque d'empathie. Il a été très correct et m'a affirmé qu'il défendait la Constitution, mais j'ai insisté sur le fait que la Constitution pouvait être défendue de bien des manières¹⁵. »

En tant que garant de la Constitution et protecteur de la Nation, Felipe VI a dû réagir à la montée en puissance de l'indépendantisme en Catalogne. Mais en tenant un discours aussi catégorique, il a également incité une partie des Catalans qui ne lui étaient pas opposés à reconsidérer l'option de la construction d'une République. En effet, un an jour pour jour après son allocution, des citoyens en faveur de l'indépendance se sont réunis à Barcelone et ont manifesté leur rancœur vis-à-vis du roi, notamment en piétinant son portrait¹⁶.

Les événements de 2017 n'ont fait que raviver des tensions territoriales et politiques déjà présentes, ternir la popularité du roi et précipiter la fin du gouvernement de Mariano Rajoy. En effet, ce dernier a été renversé le 1^{er} juin 2018, à la suite de l'adoption d'une motion de censure au Congrès, présentée par le PSOE. À la suite de cela, le socialiste Pedro Sánchez est nommé Premier ministre en attendant de nouvelles élections générales. Le dossier de la Catalogne étant resté ouvert, le gouvernement doit à présent songer à une possible sortie de crise.

¹⁵ ABC.es, «El Rey, a Colau: «Yo estoy para defender la Constitución y el Estatut»», *ABC*, 26 février 2018, http://www.abc.es/espana/catalunya/politica/abci-interesante-conversacion-entre-felipe-y-colau-durante-cena-201802261203_noticia.html. Citation originale: “Le dije que el discurso del 3 de octubre se recibió como una falta de empatía bestial. Él fue muy educado y me dijo que defendía la Constitución, pero yo insistí en que la Constitución se puede defender de muchas maneras diferentes.”

¹⁶ Voir la vidéo : « Manifestación de independentistas catalanes contra el rey Felipe VI », euronews, 3 octobre 2018, <https://es.euronews.com/2018/10/03/manifestacion-de-independentistas-catalanes-contra-el-rey-felipe-vi>.

Gouvernement Sánchez : vers un dialogue apaisé ?

En juillet 2018, peu de temps après son accession au pouvoir, le chef du Gouvernement espagnol, Pedro Sánchez, a suggéré, afin de trouver une issue à la crise catalane, de réformer le statut autonome de la Catalogne et de le soumettre au vote¹⁷. Cette situation n'est pas sans rappeler les promesses d'un autre chef de gouvernement socialiste, José Luís Zapatero. En 2003, ce dernier s'était engagé à soutenir l'approbation du *Statut* élaboré par le *Parlament* catalan¹⁸. En 2006, un compromis a été trouvé, mais suite à de nombreuses polémiques et au caractère inconstitutionnel de certaines mesures, telles que la reconnaissance de la Catalogne comme une nation ou le contrôle des aéroports de la région accordé à la *Generalitat*, ce *Statut* catalan n'a pu être officiellement mis en place. Cet acte manqué dans les négociations entre pouvoir central et pouvoir régional est un autre facteur contribuant à la cristallisation des tensions territoriales, populaires et politiques de ces dernières années. Pedro Sánchez hérite donc d'un double défi : il devra à la fois rétablir un véritable dialogue entre le gouvernement de la Moncloa et les autorités catalanes tout en évitant de faire des promesses qui risqueraient de se heurter à la Constitution et de rendre la situation en Catalogne totalement incontrôlable.

Les indépendantistes ne sont pas opposés à la proposition de réforme de Pedro Sánchez, tant que le gouvernement fait preuve de transparence et qu'il ne s'agit pas d'un « subterfuge » pour faire taire leurs revendications. De leur côté, les « constitutionnalistes » voient d'un très mauvais œil cette proposition, étant donné qu'elle fait place au vote et à une part d'autodétermination, élément qui remettrait en cause la Constitution et les articles en vigueur concernant l'unité nationale. Dans l'optique de trouver une solution concertée avec le Gouvernement et l'ensemble des acteurs de la crise, la maire de Barcelone encourage la nouvelle administration Sánchez à redorer le blason du pouvoir central et à trouver une issue démocratique à ce conflit politique et territorial.

Lors de son passage à la télévision sur la chaîne TVE en septembre 2018, Ada Colau est interrogée sur la démission de la ministre de la Santé, Carmen Montón, suite à la

¹⁷ MÁRMOL Iolanda, ROBLES Gemma, « Pedro Sánchez plantea que los catalanes voten un nuevo Estatut », *El Periódico*, 17 juillet 2018, <https://www.elperiodico.com/es/politica/20180717/sanchez-comparencia-congreso-6946783>.

¹⁸ MEZCUA Unai « La frase de Zapatero que acabó dando alas al independentismo », *ABC*, 26 septembre 2015, <https://www.abc.es/elecciones/catalanas/2015/abci-palabras-zapateroindependentismo201509250812.html>.

découverte d'irrégularités quant à l'obtention de son master. La maire de Barcelone a approuvé la décision de la ministre en rappelant la nécessité de la classe politique de faire preuve d'exemplarité vis-à-vis du peuple, et le fait que des cas similaires s'étaient produits dans l'administration du Parti Populaire, lorsque Mariano Rajoy était au pouvoir :

« Les citoyens en ont assez des soupçons, des traitements de faveur, des privilèges de la classe politique [...], il faut faire preuve d'exemplarité. Nous avons besoin de redonner du prestige à nos institutions démocratiques qui, pour diverses raisons, ont été érodées ces dernières années¹⁹. »

Là encore, Ada Colau démontre son respect vis-à-vis des institutions et de la démocratie. Elle considère, comme nous l'avons vu précédemment, qu'elles sont les garantes de la souveraineté du peuple. L'idée de laisser ce dernier faire ses propres choix est son *leitmotiv* dans l'ensemble de ses interventions médiatiques. Les éléments de langage de la maire de Barcelone orientent constamment la discussion avec les journalistes vers la nécessité de trouver une solution démocratique, qui impliquerait que l'État accorde aux Catalans la possibilité d'organiser un référendum. En effet, elle utilise constamment le même lexique, construit autour de la citoyenneté et de la démocratie : « *ciudadanía* », « *democracia* », « *referéndum* », « *ciudadanos* », « *popular* ».

Autre argument politique allant dans le sens de la nécessité d'un référendum d'autodétermination, la spectaculaire *Diada* du 11 septembre 2018 marque, selon la maire de Barcelone, un symbole très fort de mobilisation populaire. Cet événement traditionnel, célébré chaque année en Catalogne, a été davantage commenté et analysé par les médias cette année-là. Pour le quotidien espagnol *El País* par exemple, l'édition de 2018 sert à « maintenir le bras de fer avec l'État après l'échec de la déclaration d'indépendance²⁰. » Pour le journal barcelonais *ARA*, elle symbolise « la perte d'innocence » des Catalans et montre que « l'indépendantisme persiste²¹. » Les enjeux politiques de cette manifestation sont d'autant plus importants que :

¹⁹ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018. Citation originale : « La ciudadanía está muy harta de que haya sospechas, tratos diferenciales, privilegios de la clase política [...], tiene que haber ejemplaridad. Necesitamos prestigiar las instituciones democráticas, que por distintos motivos han sido erosionadas estos últimos años ».

²⁰ NOGUER Miquel, RÍOS Pere, « Torra busca la salida política en la calle », *El País*, 12 septembre 2018, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2018/09/11/catalunya/1536673505_634356.html.

²¹ BASSAS Antoni, « El poder real es diu 'We, the People' », *Ara.cat*, 12 septembre 2018, https://www.ara.cat/politica/real-diu-We-the-People_0_2087191327.html.

« La situation d’incarcération préventive dans laquelle se trouve une bonne partie de l’ancien gouvernement catalan a marqué toutes les revendications, tout comme le fait que l’ex président [de la Generalitat] et plusieurs de ses anciens conseillers se trouvent en dehors du pays pour éviter l’action de la justice espagnole²². »

La manifestation organisée dans les rues de Barcelone a servi aux indépendantistes non seulement à exprimer leur volonté d’obtenir un statut différent pour la Catalogne, certains allant jusqu’à demander la reconnaissance de la République catalane, mais aussi à réclamer la « libération des prisonniers et des exilés²³. » Les événements qui se sont produits depuis le 1^{er} octobre 2017 ont renforcé le caractère pro-indépendantiste de la *Diada*, allant jusqu’à exclure complètement une partie de la population et des dirigeants locaux²⁴. L’appropriation de cette fête par les indépendantistes montre que la situation politique du territoire est plus que jamais crispée et que les attentes du peuple catalan vis-à-vis du pouvoir central se font de plus en plus fortes.

Même si elle a souhaité ne pas prendre part à la *Diada*, Ada Colau s’est tout de même exprimée dans les médias catalans et espagnols pendant cette période. Selon elle, le déblocage de la situation sera « impossible » tant qu’il y aura encore des indépendantistes catalans en prison²⁵. Dans la matinale de TVE du 12 septembre 2018, elle explique qu’une telle mobilisation « requiert une réponse politique », passant notamment par un référendum légal et une déjudiciarisation du conflit. De plus, elle précise qu’elle ne cautionne pas le référendum du 1^{er} octobre 2017 mais qu’elle condamne tout de même la répression qui s’en est suivie. Au cours de cette intervention télévisée, enregistrée sur un plateau monté au cœur du jardin du *Parlament* (symbole du pouvoir régional catalan), Ada Colau s’est adressée au nouveau chef

²² NOGUER et RIOS, *op.cit.* Citation originale: “La situación de prisión preventiva en la que se encuentra buena parte del anterior gobierno catalán marcó todos los actos reivindicativos, como también lo hizo el hecho de que el expresidente y varios de los que fueron sus consejeros se encuentren fuera del país para evitar la acción de la justicia española.”

²³ Rédaction La Vanguardia, « L’acte institucional de la Diada es converteix en un clam per la llibertat dels presos i exiliats », *La Vanguardia*, 10 septembre 2018, <https://www.lavanguardia.com/vida/20180910/451750331/389/lacte-institucional-de-la-diada-es-converteix-en-un-clam-per-la-llibertat-dels-presos-i-exiliats.html>.

²⁴ Rédaction ARA, « L’ANC no inclou representants de partits ni del Govern a la zona de convidats de la Diada », *Ara.cat*, 29 juillet 2019, https://www.ara.cat/politica/ANC-incloura-representants-convidats-Diada_0_2_279172243.html.

²⁵ Rédaction La Vanguardia, « Colau assegura que serà “impossible” el desbloqueig amb l’Estat mentre hi hagi líders independentistes presos », *La Vanguardia*, 11 septembre 2018, <https://www.lavanguardia.com/local/barcelones-nord/20180911/451761126727/colau-assegura-que-sera-impossible-el-desbloqueig-amb-lestat-mentre-hi-hagi-liders-independentistes-presos.html>.

du Gouvernement, en lui demandant de « se distingu[er] clairement du Parti Populaire et de faire une proposition pour la Catalogne basée sur le dialogue, sur un accord et sur la possibilité de pouvoir voter un jour lors d'un référendum²⁶ . »

Depuis la prise de pouvoir de Pedro Sánchez, la maire de Barcelone est plus optimiste en ce qui concerne la recherche de solutions pour la Catalogne. Partisane du dialogue et de la consultation populaire, elle estime que la tenue d'un scrutin est une bonne alternative face aux crispations engendrées par les mesures du Gouvernement précédent. Quelques mois plus tard, le 23 décembre 2018, Sánchez déclarait vouloir engager un « vrai dialogue » avec les indépendantistes et souhaitait mettre fin aux tensions nées de l'application de l'article 155²⁷ . L'intérêt pour le Premier ministre est double : premièrement, cela lui permettrait d'effectuer un premier pas vers les indépendantistes, de façon à rechercher une éventuelle sortie de crise. Deuxièmement, nourrir un dialogue constructif et apaisé avec les leaders de l'indépendantisme en Catalogne lui donnerait l'opportunité de conserver une partie des soutiens politiques qui ont contribué à son accession au pouvoir lors du vote de la motion de censure, et qui lui sont nécessaires pour former un nouveau Gouvernement, à la suite des élections générales du 28 avril 2019.

Au sein de la classe politique, Ada Colau se veut respectueuse des institutions et reste ouverte au dialogue avec des membres du gouvernement central et de la monarchie, car elle est convaincue que c'est par ce biais qu'une solution consensuelle sera trouvée. L'essence de son discours reste la même : elle défend le « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », critique le Parti Populaire pour avoir, selon elle, envenimé la situation en Catalogne, et souhaite trouver une solution viable en collaboration avec le nouveau Gouvernement de Pedro Sánchez. Même si elle souhaite, en tant que maire, être la porte-parole du peuple barcelonais et catalan, elle est souvent l'objet de critiques à la fois de la part des séparatistes et des unionistes. En effet, d'un côté, elle est accusée d'être un « agent espagnolisateur de premier ordre²⁸ » pour ne pas avoir soutenu le référendum du 1^{er} octobre 2017, et de l'autre, sa prise de

²⁶ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018. Citation originale: “se distinga claramente del Partido Popular y haga una propuesta Catalunya de diálogo, de acuerdo, y de poder votar algún día en un referéndum”.

²⁷ Voir la vidéo : « Sánchez dice que la solución a la crisis catalana pasa por el diálogo real », consulté le 29 janvier 2019. Accès : <https://www.eitb.eus/es/noticias/politica/videos/detalle/6081580/video-pedro-sanchez-presidente-espana-crisis-catalana/>.

²⁸ ALZAMORA Sebastià « Ada Colau no és el 155 », *Ara.cat*, 28 mai 2019, https://www.ara.cat/opinio/sebastia-alzamora-ada-colau-no-155_0_2241976017.html.

position vis-à-vis de l’incarcération des indépendantistes accusés de sédition est vivement condamnée par les partisans de la Constitution²⁹.

Un positionnement politique délicat et complexe au sein de la crise catalane

Le sort des indépendantistes emprisonnés et la mise sous tutelle de la Catalogne

Juste avant son interview du 29 mai 2018 sur la chaîne TV3, Ada Colau est allée rendre visite à deux indépendantistes catalanes incarcérées pour rébellion et sédition : Carme Forcadell et Dolors Bassa, toutes deux députées ERC lorsque le Parlement était présidé par Carles Puigdemont. Les deux femmes, tout comme Jordi Turull, Oriol Junqueras, Raül Romeva, Jordi Sànchez, Josep Rull, Joaquim Forn et Jordi Cuixart, ont finalement été condamnées à de la prison ferme³⁰, à l’issue du procès débuté le 5 février 2019 et achevé par l’annonce du verdict le 14 octobre 2019.

Pendant la détention provisoire des deux femmes, la maire de Barcelone fait un état des lieux médiatisé de leurs conditions d’incarcération, en précisant que le plus dur n’est pas pour elles, mais pour leurs proches. Elle répète à plusieurs reprises les termes d’« emprisonnement injustifié » et de « situation humanitaire grave³¹ », en faisant référence à leur incarcération. En prenant le parti de les défendre en ces termes, elle ravive la polémique autour des conditions de détention des indépendantistes à la suite du référendum et autour de l’utilisation du terme « prisonniers politiques » pour les qualifier. Même s’ils ne sont pas considérés³² comme tels par Amnesty International et si l’organisation de protection des droits de l’Homme estime que l’Espagne ne les traite pas mal, les médias indépendantistes, à l’instar du quotidien catalan en ligne *NacióDigital*³³, continuent de les nommer ainsi. L’utilisation de

²⁹ GERBOLÉS PÉREZ David, « Manuel Valls critica la visita de Ada Colau a los políticos presos », *El Catalán*, 12 janvier 2019. <https://www.elcatalan.es/manuel-valls-critica-la-visita-de-ada-colau-a-los-politicos-presos>.

³⁰ RINCÓN Reyes, “Sentencia del ‘proceso’: penas de 9 a 13 años para Junqueras y los otros líderes por sedición y malversación”, *El País*, 15 octobre 2019. https://elpais.com/politica/2019/10/14/actualidad/157103344_6_440448.html.

³¹ TV3, *Ada Colau reclama diàleg, calma i solucions polítiques*, 29 mai 2018.

³² Amnesty International préfère utiliser le terme de « prisonnier d’opinion » en raison de l’absence d’une définition claire de l’expression « prisonnier politique » dans le droit international. Sur sa page web espagnole, l’organisation précise que : “Ante la posible comisión de un delito de orden público, Amnistía Internacional no les ha identificado como presos de conciencia”. <https://www.es.amnesty.org/en-que-estamos/noticias/noticia/articulo/actualizacion-de-la-situacion-en-cataluna/>

³³ PRATDESABA Pere, BERNAT SURROCA Bernat, RODRIGO Victor, « Els presos polítics ja són a les presons espanyoles », *NacióDigital*, 1^{er} février 2019. <https://www.naciodigital.cat/noticia/172540/presos/politics/ja/son/presons/espanyoles>.

cette expression par les indépendantistes et les médias qui y sont rattachés n'est pas sans allusion au sort des Catalans emprisonnés sous Franco, lorsque tout régionalisme était proscrit et sévèrement puni. Nous pouvons en effet penser que l'objectif de l'emploi de ces éléments de langage est de présenter les leaders indépendantistes incarcérées comme les victimes d'un gouvernement répressif et anti-démocratique. Les quotidiens généralistes comme *El País* font, quant à eux, la distinction entre « politiques prisonniers et prisonniers politiques »³⁴.

La visite d'Ada Colau lui a permis de s'exprimer sur le sort des détenus indépendantistes, d'attirer les médias en plaidant leur cause et d'invoquer publiquement leur libération. Cette action lui a permis de montrer qu'elle n'est pas « l'ennemie » de ces indépendantistes et qu'elle s'engage politiquement dans la recherche d'une solution pour leur libération.

Dans son autre intervention sur TVE le 12 septembre 2018, elle continue d'exprimer son opposition au traitement subi par les leaders indépendantistes, emprisonnés pour sédition et incitation à la rébellion :

« [...] les personnes qui sont en prison sont accusées de rébellion, or il s'agit d'un délit qui implique des faits de violence. [...] Il y a énormément de choses que je reproche aux indépendantistes, mais, fort heureusement, ils n'ont jamais été violents. C'est pourquoi ces leaders sociaux et politiques ne devraient pas être en prison. Non seulement parce que c'est injuste, [...] mais aussi parce que cela nous éloigne de la solution »³⁵.

Ada Colau a fait le choix de prôner la libération des indépendantistes détenus à la suite des événements d'octobre 2017. Il s'agit d'une prise de position forte, car en qualifiant « d'injuste » leur détention, certes elle défend la démocratie et la liberté d'expression, valeurs qui lui tiennent à cœur depuis le début de sa carrière politique, mais son discours occulte le caractère anticonstitutionnel des faits pour lesquels ces leaders indépendantistes sont inculpés. Elle souhaite avant tout parvenir à un apaisement et à l'engagement d'un dialogue sur des bases solides, entre les différentes parties en conflit. Mais selon elle, il n'est pas envisageable

³⁴ CERCAS Javier « Políticos presos, no presos políticos », *El País*, 12 avril 2018, sect. Opinion, https://elpais.com/elpais/2018/04/11/opinion/1523464188_024497.html.

³⁵ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018. Citation originale: « [...] hay gente que está en la cárcel, acusándoles de que han hecho rebelión, y eso es un delito que implica violencia. [...] Yo les critico muchísimas cosas a los independentistas, pero afortunadamente violencia no ha habido nunca. Y por lo tanto esos líderes sociales y políticos no deberían estar en la cárcel. Y eso no solo porque sea injusto, sino también porque nos aleja de la solución ».

qu'un quelconque débat soit lancé tant qu'une partie des acteurs du conflit se trouve dans l'incapacité d'exposer ses revendications. Dans cette même optique, elle défend l'expression libre de l'ensemble de l'opinion des Barcelonais.

Garantir l'expression de l'ensemble des « visions de la Catalogne »

À la suite du référendum d'octobre 2017, les Catalans favorables à l'unité territoriale ont fait entendre leurs revendications et leur attachement à la fois à la Catalogne et à l'Espagne le 8 octobre, lors d'une manifestation dans les rues de Barcelone. Les manifestants réclamaient la détention de Carles Puigdemont, alors président de la Generalitat, en scandant le slogan « *Prou! Recuperem el seny* » (« Ça suffit ! Retrouvons le sens commun ! »). À cette occasion, les dirigeants de *Ciutadans* (nom catalan du parti politique *Ciudadanos*) et du Parti Populaire Catalan se sont alliés³⁶.

Une autre manifestation des « constitutionalistes » a eu lieu à Barcelone le 18 mars 2018. Organisée par la *Societat Civil Catalana*, elle a obtenu le soutien des leaders de *Ciudadanos* (Manuel Valls et Albert Rivera entre autres), du premier secrétaire du Parti Socialiste Catalan (Miquel Iceta), du président du Parti Populaire Catalan (Xavier García Albiol), des membres du gouvernement de Mariano Rajoy, encore au pouvoir alors, ainsi que de célébrités catalanes comme l'actrice Rosa María Sardà. Les participants se sont accordés sur le fait que la Catalogne devait rester unie si elle souhaitait conserver sa force, mais que cela serait impossible tant que les indépendantistes auraient constamment recours à l'unilatéralisme, et refuseraient de respecter la Constitution et d'ouvrir le dialogue au sein des institutions. La manifestation s'est terminée par le chant des hymnes catalan, espagnol et européen sous les trois drapeaux, symboles de leur souhait d'union et d'intégration de la Catalogne dans les entités nationale et européenne³⁷.

Dans ses différentes interventions télévisées, Ada Colau répète qu'elle veut favoriser le dialogue et accepte l'expression de tous les points de vue dans sa ville, tant qu'il s'agit de manifestations pacifiques. Elle souhaite que les Catalans aient un dialogue apaisé sur la

³⁶ PIÑOL Àngels, « Masiva manifestación en Barcelona a favor de la Constitución y la unidad de España », *El País*, 9 octobre 2017, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2017/10/08/catalunya/1507444172_851999.html.

³⁷ RÍOS Pere, « El constitucionalismo se manifiesta unido y pide un Govern con 'seny' », *El País*, 18 mars 2018, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2018/03/18/catalunya/1521363198_387509.html.

question : « Toutes les manifestations sont les bienvenues, toutes les opinions peuvent s'exprimer sans distinction mais aucune attitude violente ne sera tolérée³⁸. » Elle est suivie en ce sens par la majorité des leaders politiques de la Catalogne.

Comme nous l'avons déjà mentionné, lors de la *Diada* de 2018, une manifestation a été organisée par l'ANC (association nationaliste catalane). Plusieurs centaines de milliers de Barcelonnais sont descendus dans la rue pour réclamer la libération des indépendantistes emprisonnés pour rébellion, revendiquer la proclamation d'une République catalane et exiger la tenue d'un référendum. Ada Colau a fait le choix de ne pas y prendre part, car elle ne partage pas la majorité des idées de l'association séparatiste qui souhaite, à terme, que la Catalogne obtienne son indépendance et devienne une République. De plus, l'ANC considère, à travers les propos de sa présidente, Elisenda Paluzie, que le pouvoir central est « un Gouvernement autoritaire qui tente de réprimer le droit à l'autodétermination³⁹. » C'est pourquoi la présence de la maire à cette manifestation, malgré le caractère massif de celle-ci, aurait été un signal bien trop fort et aurait pu être interprété par la classe politique comme une prise de position en faveur de l'indépendantisme.

Dans ce conflit très complexe, même un dialogue simple et apaisé entre les deux « camps » semble difficile à obtenir. La toile de fond de crise territoriale et politique porte même atteinte à l'espace public, empêchant les citoyens de s'épanouir pleinement dans leur commune. Les tensions politiques et populaires sont telles que la ville semble s'être dédoublée. Rappelons toutefois qu'il existe une part importante de la population (notamment à Barcelone) qui adopte un point de vue plus nuancé. Ces citoyens souffrent plus encore de la crise catalane car ils sont « pris en tenaille » par les Catalans partisans les uns de l'indépendantisme, les autres de l'unionisme. Leur positionnement « indécis » est souvent interprété comme de la lâcheté par certains séparatistes ou certains « constitutionnalistes ». Face à cette situation où la crise territoriale se mue en conflit populaire, Ada Colau reste

³⁸ TV3, *Ada Colau reclama diàleg, calma i solucions polítiques*, 29 mai 2018.

³⁹ EFE, « La ANC reconoce que la declaración de independencia fue “un error” », *El Confidencial*, 11 septembre 2018, https://www.elconfidencial.com/espana/cataluna/2018-09-11/anc-error-declaracion-independencia-diada_1614325/.

convaincue qu'une solution politique doit être trouvée et qu'un procès ne fera que « renforcer la polarisation » et éloigner l'issue de cette crise⁴⁰.

La solution passe par une réponse politique adaptée, dans le respect des institutions et de l'ensemble des citoyens

Lors de son interview dans la matinale de TVE du 12 septembre 2018, Ada Colau commente la manifestation qui s'est tenue à Barcelone et souligne la nécessité de la recherche d'une solution car « [...] il est difficile de trouver l'équivalent d'une telle manifestation légale et pacifique en Europe et [cela montre] que cela requiert une réponse politique⁴¹. »

Comme nous l'avons vu, la *Diada* a été un terrain politique très propice à l'expression des revendications indépendantistes, quitte à en exclure une partie des Catalans. Malgré un nombre important de participants, cet événement a certes montré que la mobilisation en faveur de l'indépendance ne faiblissait pas, mais a également été un symbole de plus de la division populaire et territoriale causée par la crise politique en Catalogne. La maire de Barcelone suggère que la solution pourrait notamment passer par l'élaboration d'un « nouveau statut d'autonomie de la Catalogne délimitant clairement ses compétences et révisant le système de financement des communautés autonomes⁴². » Dans ce sens, elle suggère d'élaborer « des propositions qui dépassent le cadre autonome actuel car il est évident qu'il est obsolète⁴³. » En effet, il ne répond plus aux demandes des Catalans, qui souhaiteraient davantage d'autonomie dans la gestion des politiques publiques et la prise de décision à l'échelle territoriale. Cette redéfinition permettrait au Gouvernement de « céder » à une partie des revendications indépendantistes tout en mettant probablement fin aux tensions politiques. Même si le *Statut* n'est pas simple à réformer, la démarche pourrait marquer un premier pas vers une réconciliation et un consensus entre l'État et ce territoire.

Même si elle souhaite représenter sa ville et l'ensemble de ses administrés, le point de vue d'Ada Colau peut être interprété tantôt comme un pas vers une négociation de sortie de

⁴⁰ Ada Colau utilise ces termes dans une lettre au Président de la Commission Européenne, Jean Claude Juncker. Voir le contenu sur le site de *La Vanguardia* : <https://www.lavanguardia.com/politica/2019/02/09/46298315757/ada-colau-carta-instituciones-europeas-juicio-1-o.html>.

⁴¹ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018. Citation originale: « [...] hay pocas movilizaciones regulares, pacificas que se pueden comparar en toda Europa, pues [muestra] que esto requiere una respuesta política ».

⁴² HOARAU Christian, *op. cit.*

⁴³ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018. Citation originale : « propuestas que superen el marco autonómico actual porque es evidente que está agotado ».

crise, tantôt comme un parti pris en faveur des indépendantistes. Sa place au cœur des tensions politiques et populaires rend son positionnement complexe, voire ambigu. À l'approche des élections municipales du 26 mai, l'enjeu pour elle était donc de conquérir une nouvelle fois la mairie de Barcelone dans le but de poursuivre ses démarches, tant sur le plan social que politique.

Un deuxième mandat obtenu de justesse

Un bilan municipal mitigé, une action à poursuivre

Au cours de son premier mandat, Ada Colau a mis en place une série de mesures et a permis d'investir dans de nombreux domaines, principalement la gestion des ressources naturelles, le développement des technologies et les aides sociales. Elle n'est pas parvenue à réaliser l'ensemble des projets évoqués durant sa campagne de 2015 : la composition de son conseil municipal (11 conseillers municipaux de son parti sur 41 membres) n'a pas toujours facilité l'adoption ni la mise en place de mesures⁴⁴. De plus, elle a été amenée à faire face aux tensions politiques et populaires liées à l'organisation du référendum et à la mise sous tutelle de la région par la Moncloa.

Ada Colau évoque en effet un « blocage » des institutions régionales, causé par la crise territoriale et par l'application de l'article 155 par le Gouvernement central, entraînant la fermeture du *Parlament* et un ralentissement de la prise de décisions à l'échelle locale. Lors d'une émission sur TV3, le 29 mai 2018, elle appelle Pedro Sánchez et Quim Torra, président de la *Generalitat*, à mettre fin à ce blocage qui empêche d'aborder des thématiques importantes pour les villes catalanes, comme la sécurité, le logement ou la santé⁴⁵. La situation de crispation entre *Generalitat* et État central l'isole, en tant que maire, pour administrer la ville et mettre en place des mesures concrètes dans ces domaines. Face à la paralysie administrative de la Catalogne, les maires ont dû y assumer des compétences qui n'étaient pas les leurs, notamment en matière de sécurité comme la gestion des effectifs des *mossos*, et de santé publique comme l'élaboration des budgets des hôpitaux publics⁴⁶.

⁴⁴ FORTI Steven « Barcelona, cuatro años de gobierno de Ada Colau », *Atlántica XXII* (blog), 29 mai 2019, <https://www.atlanticaxxii.com/barcelona-cuatro-anos-de-gobierno-de-ada-colau/>.

⁴⁵ TV3, *Tot es mou*, 29 mai 2018, <https://www.ccma.cat/tv3/alacarta/tot-es-mou/ada-colau-reclama-dileg-calma-i-solucions-politiques/video/5768724/>.

⁴⁶ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018.

Ada Colau n'a donc pas pu mener à bien l'ensemble de ses projets et a dû intervenir dans la crise catalane, tout en faisant face à des situations critiques dans les domaines de la sécurité (attentats de Barcelone, narcotrafiquants, nuisances sonores...) et du logement (hausse significative du prix des loyers et difficulté à trouver des locations pour les habitants, à cause de l'« Airbnbification » de la ville). Elle est critiquée par une partie des Barcelonais pour ces différentes raisons, et accusée par ses opposants d'avoir complètement perdu le contrôle de la ville⁴⁷. En réponse, elle s'est décidée à faire campagne pour les municipales du 26 mai 2019. Elle a souhaité centrer le débat sur Barcelone plutôt que sur l'enjeu général, territorial et politique, du scrutin⁴⁸. Nous pouvons donc en déduire qu'elle a souhaité éviter de se servir des municipales comme prolongement de la lutte entre indépendantistes et unionistes car cela aurait desservi les intérêts propres à la ville.

Le manque de lisibilité sur son positionnement concernant l'issue de la crise catalane lui a porté préjudice tout au long de son mandat. La principale difficulté pour elle a été de composer son identité politique en accord à la fois avec l'idéologie de son parti d'origine (Podemos), et avec les revendications de ses soutiens locaux : une partie des indépendantistes de la CUP (parti indépendantiste et anticapitaliste) et de ERC.

Podemos, parti dirigé par Pablo Iglesias se veut influent à l'échelle nationale. De plus, sa présence à Madrid jusqu'en 2019, avec Manuela Carmena comme maire, rendait son positionnement sur la Catalogne d'autant plus difficile que le parlement madrilène était gouverné par une majorité du Parti Populaire. Sans nul doute pour éviter tout conflit d'intérêts, Podemos s'est donc montré favorable à un débat démocratique et à un « référendum pacté⁴⁹ », tout en étant opposé à une prise de décision unilatérale des indépendantistes. Ada Colau a toujours été soutenue par Pablo Iglesias et a joui d'une certaine liberté politique aussi bien pendant son mandat que pendant ses deux campagnes électorales. La collaboration entre le leader de Podemos et la dirigeante de Barcelona en Comú ne s'est pas déroulée sans tensions. Ceci peut expliquer le fait que la maire de Barcelone ait toujours souhaité conserver l'indépendance de sa formation politique. Elle identifie davantage

⁴⁷ Barcelona al Día, « Manuel Valls acusa a Colau de ser la causante de la inseguridad ciudadana », *Barcelona al Día*, 5 janvier 2019, <https://www.barcelonaaldia.com/2019/01/05/manuel-valls-acusa-a-colau-de-ser-la-causante-de-la-inseguridad-ciudadana/>.

⁴⁸ *Los desayunos de TVE*, 12 septembre 2018.

⁴⁹ LAMANT Ludovic, « À gauche, la crise catalane a refermé le cycle de l'« indignation » », in *Mouvements* n° 94, 18 juin 2018, p. 149-159.

Barcelona en Comú comme une plateforme proche des mouvements sociaux anti-austérité de Barcelone et des idées de la *Plataforma de Afectados de la Hipoteca* dont Ada Colau est elle-même issue. Elle se distingue de Podemos en considérant que c'est la baisse de confiance des Espagnols à l'égard de la classe politique qui a favorisé leur essor et que ce nouveau parti s'est réapproprié les idées du 15-M pour se développer et gagner en popularité⁵⁰. Elle déplore également la réutilisation par ce parti du slogan « sí se puede », scandé lors des nombreuses manifestations anti-austérité organisées dans toute l'Espagne en 2011⁵¹. Malgré ces divergences, Pablo Iglesias et Ada Colau ont continué de collaborer à échelle locale jusqu'en 2019, année noire pour Podemos.

Le parti a connu une série de crises internes sans précédent ayant eu principalement pour conséquence le départ d'Iñigo Errejón. En effet, le numéro deux du parti a décidé de se désolidariser de Podemos pour constituer sa propre formation politique et faire campagne aux élections municipales et régionales avec l'ancienne maire de Madrid, Manuela Carmena. Il était donc plus que jamais dans l'intérêt de Pablo Iglesias que ces divisions internes ne viennent se propager à Barcelone. Néanmoins, en juillet 2019, Ada Colau a finalement préféré se rapprocher de formations proches de Más Madrid, créée par Iñigo Errejón et Manuela Carmena, pour constituer un groupe au Sénat, marquant un point de rupture entre Barcelona en Comú et Podemos⁵².

De son côté, la CUP a soutenu la leader de *Barcelona en Comú* dans le but de poursuivre ses actions, orientées depuis toujours vers l'obtention de l'indépendance, en « existant » au sein du conseil municipal, étant donné qu'il était, à l'origine, un parti minoritaire comparé à d'autres forces politiques indépendantistes. Par ailleurs, cette formation politique y représente un soutien non négligeable lors de l'approbation de mesures sociales. Si la CUP venait à faire de nouveau partie du conseil municipal, il est évident qu'Ada Colau pourrait compter sur son appui.

⁵⁰ SERRA Joan, *Ada, la rebel·lió democràtica: L'activista reinventada en alcaldessa*, Barcelone, Ara Llibres, 2016, 280 p.

⁵¹ *Ibid.*

⁵² RODRÍGUEZ Miguel Ángel, «Colau, Errejón y Rodríguez forman grupo propio en el Senado », *El Periódico.com*, 19 juillet 2019, <https://www.elperiodico.com/es/politica/20190719/en-comu-podem-colau-adelante-andalucia-mas-madrid-er-rejon-senado-7560974>

En parallèle, l'ERC (Gauche Républicaine Catalane) cherche à revenir sur le devant de la scène politique barcelonaise, après avoir été mise à l'écart pendant la période post-crise financière. La présence de cette formation au sein du conseil municipal de la capitale catalane lui a sans doute permis de se renforcer, mais sa popularité s'est réellement accrue depuis le début de la crise territoriale en Catalogne, avec des conséquences immédiates dans les urnes. En effet, lors des élections législatives du 28 avril 2019, le parti obtient 15 sièges au Congrès, soit six de plus que lors des élections de 2016, passant de 629.294 à 1.015.355 voix⁵³.

Il est évident qu'au terme de son mandat, Ada Colau ne faisait plus l'unanimité. Elle a été lâchée par une partie de ses soutiens après l'annonce de sa candidature, par exemple par Laia Ortiz, son adjointe aux Droits sociaux⁵⁴. De plus, elle a fortement été critiquée par le parti *Ciudadanos*, son principal rival et par sa famille politique. Pour conserver une majorité au conseil municipal et avoir une chance d'obtenir un second mandat, elle a dû chercher des soutiens, quitte à former une alliance avec un ou plusieurs autre(s) candidat(s).

Un projet d'alliance avec le candidat ERC

L'un des participants majeurs à ces élections a été le candidat de l'ERC, Ernest Maragall, frère de Pasqual Maragall (membre du PSC, ex président de la *Generalitat* et ancien maire de Barcelone). Ce dernier, avec son expérience politique et celle de son frère, voulait offrir à la ville de Barcelone « un gouvernement puissant et stable [...] qui prenne des risques, qui se trompe, qui ait une stratégie⁵⁵. »

Une alliance avec un tel candidat favori dans les sondages aurait sans doute permis à Ada Colau d'avoir un appui considérable au conseil municipal pour la mise en place de mesures prévues dans son programme, notamment en ce qui concerne la création d'hébergements d'urgence, l'augmentation du nombre de logements sociaux, la lutte contre les « *narcopisos* » (bâtiments laissés vides du fait des saisies effectuées par les banques et occupés illégalement par les mafias et les trafiquants de drogue), et la chasse aux loyers trop

⁵³ Voir l'évolution des résultats des élections législatives successives sur le site : <https://resultados.elpais.com/elecciones/2015/generales/congreso/index.html>.

⁵⁴ BLANCHARD Clara, « Laia Ortiz anuncia que no repetirà en la lista de Barcelona en Comú », *El País*, 27 janvier 2019, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2019/01/27/catalunya/1548605420_814578.html.

⁵⁵ BLANCHARD Clara, « Maragall: “No regalaremos a Valls una campanya entre unionismo e independentismo” », *El País*, 30 octobre 2018, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2018/10/30/catalunya/1540915941_328201.html.

élevés (notamment à cause de la « Airbnbification » de la ville)⁵⁶. De son côté, grâce à cette alliance, nous pouvons supposer qu'Ernest Maragall aurait cherché à obtenir un soutien supplémentaire dans la lutte pour l'obtention d'un référendum d'autodétermination. L'ERC veut en effet accroître son influence pour gagner en légitimité et inciter l'État central à accepter la tenue d'un scrutin, cette fois-ci légal et « reconnu par la communauté internationale⁵⁷. » Mais Ernesto Maragall restant méfiant et critique à l'égard de *Barcelona en Comú* et sa candidate, cette alliance n'a pas pu voir le jour.

À l'échelle du Congrès, l'ERC doit parvenir à « s'entendre » avec *Podemos* dans le but d'affirmer ses revendications indépendantistes et ses propositions. En effet, une coalition entre le parti de Pablo Iglesias, l'ERC et le PNV (Parti Nationaliste Basque) permettrait au parti d'avoir plus de poids face à l'opposition ou en cas de désaccord avec le PSOE de Pedro Sánchez⁵⁸. Les concurrents directs de la maire sortante et du candidat ERC, *Ciutadans*, ont estimé que si Ada Colau avait fait le choix de s'allier avec Ernest Maragall, elle aurait pris le parti d'adhérer au projet indépendantiste⁵⁹. Le parti de centre-droit a d'ailleurs fait appel à un « constitutionnaliste » convaincu pour affronter cette possible coalition : l'ex premier ministre français Manuel Valls.

Depuis le début de sa campagne pour les municipales, ce dernier a exprimé sa détermination à rendre les rues de Barcelone plus sûres et a accusé les indépendantistes, ainsi que la maire, d'être responsables de l'insécurité croissante. Selon lui, la seule façon de « récupérer l'espace public » était de gouverner Barcelone en tant que « capitale européenne » et de résister à la « tentation d'un projet nationaliste radical⁶⁰. ». Malgré sa volonté de rendre à Barcelone sa « splendeur » et de mettre un terme à l'agitation provoquée par les tensions entre

⁵⁶ ALÓS Ernest, « Barcelona en el 2019: abierto por elecciones », *El Periódico*, 1^{er} janvier 2019, <https://www.elperiodico.com/es/barcelona/20190101/barcelona-2019-elecciones-municipales-perspectivas-7225522>.

⁵⁷ RÍOS Pere, BLANCHAR Clara, « Barcelona se convierte en la pieza clave en el debate político catalán », *El País*, 23 septembre 2018, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2018/09/22/catalunya/1537641978_706407.html.

⁵⁸ BRU DE SALA Xavier, « Alianza ERC-Podemos con incógnita », *El Periódico*, 1^{er} mai 2019, <https://www.elperiodico.com/es/opinion/20190501/alianza-erc-podemos-con-incognita-7434331>.

⁵⁹ Dans sa lettre adressée aux Barcelonais, Manuel Valls écrit qu'Ada Colau est « incapaz de afirmar la autoridad del Ayuntamiento y subordinada al proyecto separatista que representan Ernest Maragall, Joaquim Forn y otros candidatos ».

⁶⁰ Barcelona al Día, « Manuel Valls da a conocer su segunda carta dirigida a los barceloneses, titulada 'Salvemos Barcelona' », *Barcelona al Día*, 28 janvier 2019, <https://www.barcelonaaldia.com/2019/01/28/manuel-valls-da-a-conocer-su-segunda-carta-dirigida-a-los-barceloneses-titulada-salvemos-barcelona/>.

indépendantistes et « constitutionalistes », l'ex premier ministre français a dû essuyer les critiques de ses adversaires français, qui présentent son départ comme une « trahison⁶¹ », et a dû faire face à l'hostilité d'une partie du peuple Catalan, comme lors de son meeting du 4 décembre 2018, où il s'est fait huer et insulter⁶². La crédibilité de Manuel Valls a été également très discutée chez les personnalités politiques Catalanes et Espagnoles, car sa candidature inattendue à la mairie de Barcelone a été perçue comme opportuniste. Malgré son expérience en France, il n'est pas considéré comme un candidat viable pour les élections municipales. Nous pouvons supposer que l'objectif principal de Manuel Valls lors des campagnes municipales a été de se créer une nouvelle identité politique de l'autre côté des Pyrénées et de se confronter de nouveau à l'adversité politique, étant donné que sa présence n'a plus été remarquée après avoir quitté le gouvernement de François Hollande en 2016 et « déserté » l'Assemblée Nationale, malgré sa victoire dans l'Essonne lors des législatives de juin 2017⁶³.

Le 26 mai 2019, à Barcelone, Ernest Maragall a remporté le scrutin d'une courte tête (4.833 voix d'avance) sur la maire sortante. Mais cette légère supériorité numérique ne lui a pas apporté davantage de sièges au conseil municipal qu'à la candidate de *Barcelona en Comú*. Tous deux ont obtenu dix sièges, le PSC huit et *Ciutadans* six⁶⁴.

À la suite de sa défaite, Ada Colau a, dans un premier temps, proposé une alliance ERC/*Barcelona en Comú*/ PSC, avec Ernest Maragall comme maire⁶⁵. Néanmoins, le Parti Socialiste Catalan, représenté par Jaume Collboni, a refusé de s'allier avec ERC⁶⁶, sans pour autant écarter la possibilité d'une coalition avec le parti d'Ada Colau. La question de l'indépendantisme catalan était une fois encore le « nœud de la discorde », empêchant toute

⁶¹ Rédaction LCI, « Manuel Valls, départ imminent pour Barcelone: trois questions sur sa possible candidature », LCI, 24 septembre 2018, <https://www.lci.fr/international/manuel-valls-candidat-ciudadanos-a-la-mairie-de-barcelone-mardi-sondage-demi-session-programme-les-questions-que-poserait-sa-candidature-2099369.html>.

⁶² SEGURA Cristian, « Boicot a Manuel Valls en el Raval de Barcelona », *El País*, 4 décembre 2018, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2018/12/04/catalunya/1543922021_476749.html.

⁶³ Voir l'évolution de la présence de Manuel Valls au Parlement avant sa démission le 3 octobre 2018 sur le site : <https://www.nosdeputes.fr/manuel-valls>.

⁶⁴ Ediciones El País, « Resultados Electorales en Barcelona: Elecciones Municipales 2019 », *El País*, consulté le 8 août 2019, <https://resultados.elpais.com/elecciones/2019/municipales/09/08/19.html>.

⁶⁵ MONDELO Víctor, « Colau planta cara a Maragall y no descarta aceptar los votos de Valls para ser alcaldesa », *El Mundo*, 27 mai 2019, <https://www.elmundo.es/cataluna/2019/05/27/5cec10ba21efa0c54a8b4598.html>.

⁶⁶ COMPANY Enric, « Colau, como Pasqual Maragall en 2003 », *El País*, 12 juin 2019, sect. Catalunya, https://elpais.com/ccaa/2019/06/12/catalunya/1560290670_953919.html.

négociation. Le projet d'alliance avec les républicains catalans ayant avorté, Ada Colau n'a pas fermé la porte aux négociations avec Manuel Valls, ennemi politique des indépendantistes.

Une « alliance des perdants » au profit d'Ada Colau

S'ils n'ont pas obtenu d'aussi bons résultats qu'Ernest Maragall et Ada Colau, les candidats du Parti Socialiste Catalan et de *Ciutadans* ont pourtant joué un rôle déterminant dans le renversement de situation lors du vote d'investiture du 15 juin 2019. Même gagnant sur le nombre de voix, le candidat d'*Esquerra Republicana Catalana* n'a pas résisté à « l'alliance des perdants » et a dû laisser la place à Ada Colau comme maire.

Le soutien des socialistes à la maire sortante peut s'expliquer en partie par la volonté d'Ada Colau et de Jaume Collboni de « former un tandem progressiste⁶⁷ », mais aussi par les projets de coalition entre les partis nationaux auxquels sont associés ces deux candidats : Podemos et le PSOE. En effet, ces deux partis ont collaboré depuis leur vote commun sur la motion de censure mettant fin au gouvernement de Mariano Rajoy. Les socialistes ont compté sur le soutien de Podemos et de ses branches locales lors des élections du 28 avril et du 10 novembre 2019. Cela s'est d'autant plus vérifié que l'investiture de Pedro Sánchez le 7 janvier 2020 et la formation d'un gouvernement n'aurait pu être possible sans le vote favorable de Podemos. Même si les partis régionalistes sont longtemps restés présents dans l'équation, celui de Pablo Iglesias semblait privilégié, malgré de nombreux désaccords entre ses leaders et ceux du PSOE et de longues négociations au sujet de l'entrée de certains membres de Podemos au gouvernement.

Du côté de Manuel Valls, les raisons de son soutien « sans conditions » à Ada Colau relèvent davantage de la stratégie politique et de l'anti-indépendantisme que d'une véritable collaboration⁶⁸. En effet, le choix de Manuel Valls d'assurer à la maire de Barcelone le nombre de voix nécessaires à sa réinvestiture a pu être perçu par ses adversaires politiques

⁶⁷ MONTILLA Raúl, ANGULO Silvia, « Colau y Collboni sellarán hoy su alianza para formar gobierno », *La Vanguardia*, 14 juin 2019, <https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20190614/462858452252/colau-collboni-pacto-alcaldia-barcelona-gobierno.html>.

⁶⁸ GUERRERO David, « Manuel Valls ofrece sus votos a Colau y Collboni », *La Vanguardia*, 29 mai 2019, <https://www.lavanguardia.com/local/barcelona/20190529/462556701698/manuel-valls-ofrece-sin-condiciones-a-da-colau-jaume-collboni-alcalde-independentista.html>.

comme une nouvelle opportunité « d'exister » politiquement et une manière de faire valoir sa place dans les négociations post-électorales, et ce malgré sa défaite. Le vote accordé à Ada Colau pour que celle-ci obtienne un second mandat a également été critiqué par les partisans de Ciudadanos, mais il s'agissait selon Manuel Valls du « moindre mal » pour éviter que le candidat ERC ne remporte la mairie et ne la fasse basculer du côté indépendantiste. La direction du parti n'a pas approuvé sa décision, c'est pourquoi Manuel Valls a été écarté de Ciudadanos dès juin 2019. Ce désaccord avec son « parti d'adoption » n'a pas été le seul : dès janvier 2019, l'ancien Premier Ministre avait dénoncé l'alliance de Ciudadanos avec le parti d'extrême-droite Vox dans le but de remporter les élections dans certaines provinces, notamment en Andalousie.

Ada Colau réélue maire de Barcelone : vers une sortie de crise territoriale ?

Par son origine politique (un parti créé juste un an avant les élections municipales) et en tant que première femme élue à la tête de Barcelone, Ada Colau a été très suivie par les médias et les acteurs de la scène politique espagnols. Tantôt soutenue, tantôt critiquée pour son positionnement face aux tensions entre séparatistes et unionistes dans sa ville, elle a joué un rôle important au cœur du conflit territorial. Depuis son élection à la tête de la municipalité en 2015, elle a eu à cœur de gérer la ville en prônant l'apaisement et le dialogue, malgré les tensions entre ses administrés et les vives critiques dont elle est l'objet. Elle semble aspirer à la recherche d'une solution durable et concertée avec l'ensemble des acteurs de la crise catalane, au risque de rendre ambigu son propre point de vue sur la question. Son attitude pacifiste et l'expression de son respect à l'égard à la fois de la démocratie et des institutions a sans doute permis de limiter les débordements des manifestations pro et anti indépendantistes. Toutefois, ses interventions et ses choix politiques sont justement un argument de plus qui nourrit les rangs tout à la fois des « constitutionnalistes » et des indépendantistes.

Le 15 juin 2019, le PSC et *Ciutadans* ont accordé à Ada Colau un nombre de voix suffisant pour lui permettre de gouverner la mairie de Barcelone au cours des quatre années suivantes. Malgré son alliance avec le PSC, elle devra à nouveau faire face à un conseil municipal fragmenté et sera sans doute confrontée à de nombreuses difficultés lors du vote de certaines mesures ou de l'obtention d'accords. Malgré une alliance qui n'a pas pu aboutir, elle devra composer avec les élus de l'ERC pour asseoir sa légitimité parmi les indépendantistes.

Le soutien de Manuel Valls lui a servi pour accéder à un second mandat mais a, dans le même temps, créé un obstacle supplémentaire dans le dialogue qu'elle souhaite engager avec les partisans de l'indépendance. Le candidat de *Ciutadans* est accusé d'avoir « volé » la gouvernance d'Ernest Maragall, et Ada Colau est d'ores et déjà considérée comme une « traîtresse⁶⁹ » par certains Barcelonais.

L'état actuel de la situation ne laisse pas présager de dénouement rapide. En effet, le procès débuté en février 2019 s'est terminé par l'annonce de la sentence à l'égard des responsables indépendantistes le 14 octobre 2019. Les condamnations, dont la peine la plus lourde a été attribuée à Oriol Junqueras, avec 13 ans de prison ferme⁷⁰, ont entraîné de vives réactions et des manifestations massives, notamment à Barcelone et à Madrid.

De plus, la réélection d'Ada Colau avec le soutien d'un parti « constitutionnaliste » annonce une série d'événements décisifs, mais aussi de nombreuses tensions. Même si les négociations semblent mal engagées et n'aboutiront sans doute jamais sur une véritable solution, la recherche d'un consensus se fait pourtant attendre par une grande partie de la population, car « l'absence de réforme gangrène la situation pour la Catalogne et l'Espagne, alors que 48% des électeurs des partis souverainistes sont favorables à un accord avec le gouvernement central et que plus des deux tiers des Espagnols défendent une révision de la Constitution pour résoudre le conflit⁷¹. »

Le coup de théâtre dans la course à la municipalité montre enfin que les résultats définitifs des scrutins ainsi que la stabilité politique de l'Espagne semblent de plus en plus fragiles. En effet, même les dernières élections ont prouvé que les victoires ne sont plus garanties par l'obtention de la majorité relative lors des scrutins. Les coalitions et les pactes entre différentes formations politiques sont aujourd'hui, plus que jamais, la clé de la réussite et du pouvoir, comme en témoigne l'investiture de Pedro Sánchez en janvier 2020. À Madrid, des accords entre le Parti Populaire, *Ciudadanos* et Vox ont permis au candidat du PP, José Luis Martínez-Almeida, de devenir maire, au détriment de Manuela Carmena, qui n'a pas réussi à obtenir les soutiens nécessaires pour un second mandat, bien qu'elle soit arrivée en

⁶⁹ OMS Javier, « Del paseo triunfal de 2015 al escarnio : “Colau, traidora” », *El Mundo*, 15 juin 2019, <https://www.elmundo.es/cataluna/2019/06/15/5d0541cefc6c83b44c8b4696.html>.

⁷⁰ Pour consulter l'ensemble des condamnations, voir le document officiel de la sentence du procès sur le site https://estaticos.elperiodico.com/resources/pdf/7/9/1571135685597.pdf?_ga=2.32230206.1249648116.1575311267-604291431.1571149958

⁷¹ HOARAU Christian, *op. cit.*

tête avec 503.990 voix contre 394.708 pour l'actuel maire PP⁷². De plus, la montée de l'extrême droite en Espagne, notamment au parlement andalou lors des élections anticipées de cette même année 2019, renforce le caractère indéterminé des résultats électoraux et contribue au « morcellement » du paysage politique et populaire de l'Espagne. Les tensions entre indépendantistes, « constitutionnalistes » et indécis semblent être l'une des origines de cette tendance politique. D'après Barbara Loyer, directrice de l'Institut français de géopolitique, « on n'a jamais vu autant de drapeaux espagnols que depuis la déclaration unilatérale d'indépendance des nationalistes catalans⁷³. » Ce qui est certain, c'est que les enjeux politiques et territoriaux des élections actuelles sont d'une importance capitale pour le devenir du pays.

⁷² Voir les résultats complets sur le site :

<https://resultados.elpais.com/elecciones/2019/municipales/12/28/79.html>.

⁷³ LOYER Barbara, « La décentralisation : une question géopolitique. Réflexions au sujet de la crise espagnole », in *Hérodote* n° 170, 18 octobre 2018, p. 135-145.

Références

ABC.es, « El Rey, a Colau: “Yo estoy para defender la Constitución y el Estatut” », *ABC*, 26 février 2018.

ALÓS Ernest, « Barcelona en el 2019: abierto por elecciones », *El Periódico*, 1^{er} janvier 2019.

ALZAMORA Sebastià, « Ada Colau no és el 155 », *Ara.cat*, 28 mai 2019.

Barcelona al Día, « Manuel Valls da a conocer su segunda carta dirigida a los barceloneses, titulada ‘Salvemos Barcelona’ », *Barcelona al Día*, 28 janvier 2019.

Barcelona al Día, « Manuel Valls acusa a Colau de ser la causante de la inseguridad ciudadana », *Barcelona al Día*, 5 janvier 2019.

BASSAS Antoni, « El poder real es diu ‘We, the People’ », *Ara.cat*, 12 septembre 2018.

BLANCHAR Clara, « Laia Ortiz anuncia que no repetirá en la lista de Barcelona en Comú », *El País*, 27 janvier 2019.

BLANCHAR Clara, « Maragall: “No regalaremos a Valls una campaña entre unionismo e independentismo” », *El País*, 30 octobre 2018.

BRU DE SALA Xavier, « Alianza ERC-Podemos con incógnita », *El Periódico*, 1^{er} mai 2019.

CERCAS Javier, « Políticos presos, no presos políticos », *El País*, 12 avril 2018.

COMPANY Enric, « Colau, como Pasqual Maragall en 2003 », *El País*, 12 juin 2019.

Constitución Española, Boletín Oficial del Estado, 29 décembre 1978.

EFE, « La ANC reconoce que la declaración de independencia fue “un error” », *El Confidencial*, 11 septembre 2018.

FORTI Steven, « Barcelona, cuatro años de gobierno de Ada Colau », *Atlántica XXII*, 29 mai 2019.

GERBOLÉS PÉREZ David, « Manuel Valls critica la visita de Ada Colau a los políticos presos », *El Catalán*, 12 janvier 2019.

GUERRERO David, « Manuel Valls ofrece sus votos a Colau y Collboni », *La Vanguardia*, 29 mai 2019.

HOARAU Christian, « Catalogne : sortir du labyrinthe », in BADIE Bertrand et VIDAL Dominique (dir.), *Le retour des populismes. L'état du monde en 2019*, Paris, La Découverte, 2018.

LAMANT Ludovic, « À gauche, la crise catalane a refermé le cycle de l'« indignation » », in *Mouvements*, n° 94, 18 juin 2018.

LOYER Barbara, « La décentralisation : une question géopolitique. Réflexions au sujet de la crise espagnole », in *Hérodote*, n° 170, 18 octobre 2018.

MÁRMOL Iolanda, ROBLES Gemma, « Pedro Sánchez plantea que los catalanes voten un nuevo Estatut », *El Periódico*, 17 juillet 2018.

MEDIR Lluís, « Espagne et Catalogne, l'impasse ? », in *Pouvoirs*, n° 166, Paris, 5 octobre 2018.

MEZCUA Unai, « La frase de Zapatero que acabó dando alas al independentismo », *ABC*, 26 septembre 2015.

MONDELO Víctor, « Colau planta cara a Maragall y no descarta aceptar los votos de Valls para ser alcaldesa », *El Mundo*, 27 mai 2019.

MONGIN Olivier, « La Catalogne et l'Espagne : drame historique et malentendu politique », in *Esprit* n° 12, Paris, 7 décembre 2017.

MONTILLA Raúl, ANGULO Silvia, « Colau y Collboni sellarán hoy su alianza para formar gobierno », *La Vanguardia*, 14 juin 2019.

NOGUER Miquel, RÍOS Pere, « Torra busca la salida política en la calle », *El País*, 12 septembre 2018.

OMS Javier, « Del paseo triunfal de 2015 al escarnio: "Colau, traidora" », *El Mundo*, 15 juin 2019.

PIÑOL Àngels, « Masiva manifestación en Barcelona a favor de la Constitución y la unidad de España », *El País*, 9 octobre 2017.

PRATDESABA Pere, BERNAT SURROCA Bernat, RODRIGO Victor, « Els presos polítics ja són a les presons espanyoles », *NacióDigital*, 1^{er} février 2019.

Rédaction ARA, « L'ANC no inclou representants de partits ni del Govern a la zona de convidats de la Diada », *Ara.cat*, 29 juillet 2019.

Rédaction La Vanguardia, « L'acte institucional de la Diada es converteix en un clam per la llibertat dels presos i exiliats », *La Vanguardia*, 10 septembre 2018.

Rédaction LCI, « Manuel Valls, départ imminent pour Barcelone : trois questions sur sa possible candidature », *LCI*, 24 septembre 2018.

RINCÓN Reyes, « Sentencia del 'procés': penas de 9 a 13 años para Junqueras y los otros líderes por sedición y malversación », *El País*, 15 octobre 2019.

RÍOS Pere, BLANCHAR Clara, « Barcelona se convierte en la pieza clave en el debate político catalán », *El País*, 23 septembre 2018.

RÍOS Pere, « El constitucionalismo se manifiesta unido y pide un Govern con ‘seny’ », *El País*, 18 mars 2018.

RODRÍGUEZ Miguel Ángel, « Colau, Errejón y Rodríguez forman grupo propio en el Senado », *ElPeriódico.com*, 19 juillet 2019.

SEGURA Cristian, « Boicot a Manuel Valls en el Raval de Barcelona », *El País*, 4 décembre 2018.

SERRA Joan, *Ada, la rebel·lió democràtica: L'activista reinventada en alcaldessa*, Barcelone, Ara Llibres, 2016, 280 p.

SUÑÉ Ramón, « La conquista del centro político decidirá el alcalde de Barcelona », *La Vanguardia*, 2 janvier 2019.